



- Auvergne-Rhône-Alpes
- Bourgogne-Franche-Comté
- Bretagne
- Grand Est
- Hauts-de-France
- Île-de-France
- Normandie
- Nouvelle-Aquitaine
- Occitanie
- Pays de la Loire
- Provence-Alpes-Côte d'Azur

Accueil > Actualités > Dans l'actu > Immobilier : Investissement-Locatif.com lance une pétition contre la réforme de la fiscalité des locations meublées

Immobilier : Investissement-Locatif.com lance une pétition contre la réforme de la fiscalité des locations meublées

Dans le secteur immobilier, des voix s'élèvent contre la récente proposition de loi d'Annaïg Le Meur, qui vise à réformer la fiscalité des



Par MySweetImmo, le 13 septembre 2024

1 0

SOMMAIRE



Ecouter cet article Immobilier : Investissement-Locatif.com lance une pétition contre la réforme d 00:00

Alors que la France fait face à une crise du logement sans précédent, les propriétaires bailleurs se retrouvent directement impactés par une réforme fiscale qui risque de mettre en péril leurs investissements. Une pétition a été lancée par Investissement-Locatif.com pour alerter le Gouvernement sur l'importance de préserver les incitations fiscales pour les locations meublées non professionnelles (LMNP).

Des millions de ménages menacés par une refonte fiscale qui met en danger le marché locatif

Le **rapport Le Meur** propose une refonte de la fiscalité des locations meublées, en particulier pour les statut fiscal du loueur meublé non professionnel (LMNP). Cette réforme pourrait bouleverser les plans de nombreux particuliers qui utilisent l'investissement locatif comme un levier pour préparer leur retraite. En France, ce sont des millions de propriétaires particuliers, souvent primo-investisseurs, qui pourraient être directement touchés par cette réforme.

→ À LIRE AUSSI

Immobilier : Quézaco le coliving touristique, cette tendance qui émerge après les JO ?

Un secteur clé de l'économie menacé

L'immobilier représente 13 % du PIB français en 2023, selon l'INSEE. En restreignant les avantages fiscaux des investisseurs locatifs, cette réforme risque de réduire drastiquement l'offre de logements disponibles pour les locataires et de concentrer l'investissement entre les mains de grands fonds institutionnels. À l'inverse, cela mettrait en difficulté les ménages et les classes moyennes qui

le fichier amepi

DEVENIR DU FICHIER

- Accroître son **PROFITEZ**
- Augmenter la rentrée de mandats **EXCLUSIFS**

DOMINIQUE ROSINE
Agent Immobilier Indépendant
Autrefois ALPA, BSA

MICHAEL OLAZOLA
Agent Immobilier Indépendant
Autrefois ALPA, BSA

GUY HOQUET 30 ANS

À LA RENTRÉE, RÉVEILLEZ LE GUY QUI SOMMEILLE EN VOUS !

JE DÉCOUVRE

GUY HOQUET, C'EST BIEN PLUS QU'UNE FRANCHISE

Great Place Work
Certified

RENT

PARIS 6 & 7 novembre 2024

Votre billet à **-30%** à partir de **133 €*.**

* Pour 3 personnes, offre valable jusqu'au 7 octobre inclus

interior), cela incitera en fait moins les ménages et les classes moyennes qui comptent sur l'investissement locatif pour leur retraite.

→ À LIRE AUSSI

Crise du bâtiment : Léger répit cet été, mais des mesures urgentes restent nécessaires selon la FFB

Un déficit alarmant de logements neufs

Selon une étude réalisée par la Fédération des promoteurs immobiliers en collaboration avec l'ESCP en 2023, la France a besoin de créer 447 000 logements par an pendant 10 ans pour répondre à la demande. Cependant, entre mars 2023 et mars 2024, seulement 283 200 logements ont été mis en chantier. Ce déficit de 163 800 logements par an aggrave la pénurie, rendant encore plus pressant le besoin de maintenir un cadre fiscal favorable pour encourager les investissements locatifs.

→ À LIRE AUSSI

Hugo Baillet (PraxiFinance) : "La reprise de l'immobilier n'est pas au rendez-vous quoique certains en disent"

L'impact de la décohabitation sur le marché du logement

Un autre facteur aggravant est la progression de la décohabitation, c'est-à-dire la tendance des individus à vivre seuls. En 2008, environ 20 % des ménages étaient composés de personnes seules. Ce chiffre est estimé à grimper à 30 % d'ici 2050, augmentant ainsi la demande en logements et exacerbant la pression sur un marché déjà tendu.

Un enjeu écologique majeur

Sans les investisseurs immobiliers, les efforts pour rénover le parc immobilier de manière écologique seront gravement compromis. Les "passoires thermiques", ces logements très énergivores, risquent de ne plus être rénovées et devront être retirées du marché, entraînant une baisse du nombre de logements disponibles. Ce désinvestissement aura aussi un impact direct sur les objectifs de transition écologique de la France, en freinant la modernisation du parc immobilier pour le rendre plus performant sur le plan énergétique.

Un secteur du bâtiment déjà lourdement touché

L'impact de cette réforme ne se limitera pas au marché immobilier. Le secteur du bâtiment, intrinsèquement lié aux rénovations et à la construction de logements, en subira également les conséquences. Ce secteur, déjà en difficulté, dépend fortement de la dynamique du marché immobilier pour maintenir ses activités. Réduire les investissements locatifs reviendrait à affaiblir tout un pan de l'économie, avec des répercussions sur l'emploi et la filière du bâtiment.

Trois enjeux majeurs pour l'avenir du marché locatif en France

La préservation de l'offre de logements de qualité : Les propriétaires bailleurs jouent un rôle fondamental en rénovant et en maintenant des logements essentiels à l'équilibre du marché. La réforme pourrait entraîner un retrait massif de logements du marché locatif, aggravant ainsi la crise actuelle.

Le soutien à la préparation des retraites complémentaires : Pour de nombreux ménages français, les revenus locatifs sont essentiels pour garantir une retraite complémentaire, dans un contexte où les réformes des retraites par répartition sont de plus en plus incertaines.

La protection d'un pan de l'économie majeur : Le secteur immobilier, qui pèse 13 % du PIB français en 2023 selon l'INSEE, est un moteur économique clé, impactant aussi bien le bâtiment que les industries connexes comme le mobilier et la mobilité professionnelle. Affaiblir ce secteur mettrait en danger une large part de l'économie nationale.

Des milliers de citoyens mobilisés pour défendre les propriétaires bailleurs

La pétition, qui a déjà recueilli plusieurs milliers de signatures, appelle les décideurs à préserver le régime fiscal actuel des propriétaires bailleurs et à protéger les investissements en location meublée longue durée. Cela permettrait de garantir la stabilité du marché du logement tout en offrant aux Français des solutions

LES PLUS POPULAIRES

- 1 "Comment la Députée Le Meur va achever l'immobilier en France", Roy Masliah
- 2 Immobilier : Le marché de l'ancien se redresse et les prix se renforcent
- 3 Normandie : Élégante maison de 8 pièces avec piscine intérieure
- 4 Crédit immobilier : Bonne nouvelle pour les emprunteurs, la BCE baisse de nouveau ses taux !
- 5 Immobilier & Epargne : En société, les Français mentent sur leurs revenus mais sont plus loquaces sur leur patrimoine

SERVICES MY SWEET'IMMO

- Combien vaut mon bien ?
- Combien puis-je emprunter ?
- Quelle réduction d'impôt avec la loi Pinel ?
- Téléchargez le guide complet de la loi Pinel

d'investissement pérennes.

Démarche complémentaire auprès des députés français

En parallèle de [cette pétition](#), les revendications des propriétaires bailleurs sont transmises directement aux députés par voie de courriers officiels. Cette initiative vise à attirer l'attention des législateurs sur les effets de la réforme et à les inciter à prendre des mesures en faveur des ménages et de l'économie locative.

Par [MySweetImmo](#)

Ajouter un commentaire

Articles recommandés



Immobilier : Investissement-locatif.com acquiert Ever Invest



Investissement locatif : "Gridky, la plateforme de scoring immobilier big data", Mathieu Morio

Personne en train de s'interroger sur la faisabilité d'un investissement immobilier

Immobilier : 3 idées reçues qui peuvent freiner l'investissement locatif



Immobilier : Rendement locatif attrayant ne rime pas systématiquement avec bon investissement

La sweet newsletter, toute l'info qui fait du bien

Mon adresse email

Je m'abonne

Podcasts

TOUT VOIR

MON PODCAST IMMO

RENDEZ-VOUS DU NOTAIRE



Hugo Baillet (PraxiFinance)
« La reprise de l'immobilier n'est pas au rendez-vous quoique certains en disent »



Crise de l'immobilier : « Le pire est derrière nous... mais la reprise prendra du temps »
— **Thomas Lefebvre (SeLoger Meilleurs Agents)**



Immobilier : « En période de crise, il faut s'adapter en permanence et accompagner ses clients »
— **Sabrina Robles Lebailly (Adapt Immo)**



Immobilier : « Booster le pouvoir d'achat avec la vente privée »
— **Sara Himmich et Frédéric Gueguen (Immprive)**

Rejoignez la communauté MySweet



Inscrivez vous dans l'Annuaire

Créer un compte



Abonnez vous à la newsletter

Abonnez-vous



Contactez la rédaction

Écrivez-nous



Abonnez-vous à la newsletter

Je m'abonne aux PODCASTS

Participez à notre campagne de soutien

A PROPOS

Découvrir qui nous sommes
Consulter nos CGU
Lire notre politique de confidentialité
Nous soutenir
Rejoindre notre équipe
Nous contacter

SUIVEZ-NOUS



ET AUSSI

S'abonner à la newsletter
Devenir annonceur ou partenaire
Réserver Mon Podcast Immo
Participer aux Sweet Awards 2024
L'Annuaire des professionnels de l'immobilier
Archives

© COPYRIGHT 2024 MySweetImmo

